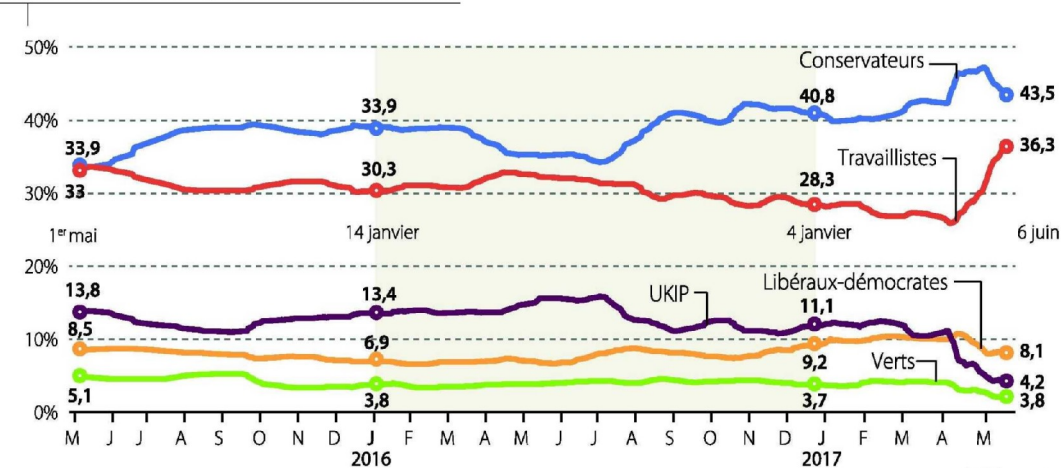


Et si Theresa May perdait son pari ?

SONDAGE SUR LES INTENTIONS DE VOTE



Source : Britain Elects

IPM Graphic

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le 18 avril dernier, la Première ministre britannique Theresa May avait annoncé acquiescé la conviction *“que le seul moyen de garantir la stabilité au cours des prochaines années est d’organiser ces élections [anticipées] pour obtenir votre soutien”*. Dans les jours suivants, les instituts de sondage créditaient son parti conservateur d’une moyenne de 48 % d’intentions de vote et d’une avance sur l’opposition travailliste de 18 à 25 points. De quoi permettre aux conservateurs d’accroître de manière considérable leur majorité (absolue) actuelle de 330 sièges, conquise en 2015 par David Cameron.

Pourtant, depuis le début de la semaine, les marchés britanniques s’inquiètent. La livre sterling a perdu du terrain face à toutes les principales devises mondiales. La cause ? Même si la plupart des instituts de sondage estiment que Theresa May l’emportera par sept à dix points d’avance sur les travaillistes de Jeremy Corbyn, certains d’entre eux ont annoncé qu’elle ne gagnerait que d’une poignée de points et perdrait ainsi son actuelle majorité à la Chambre des Communes. Le Labour récupérerait quelques sièges et, associé aux Libéraux-démocrates et au Parti national écossais, pourrait former un gouvernement de coalition. Ou en tout cas diriger le pays avec un gouvernement minoritaire et le soutien vote par vote de ses deux partenaires.

May a-t-elle eu raison de jouer la carte du Brexit ?

Les sondages montrent des données brutes très proches. Les instituts en font pourtant deux analyses très différentes : ceux qui donnent les conservateurs facilement vainqueurs estiment que la participation des jeunes, qui votent fortement à gauche, sera faible, comme à chaque élection; les autres entendent qu’elle sera plus importante qu’à l’habitude dans la foulée de la mobilisation politique née du référendum de l’an dernier. Un phénomène enregistré en Ecosse après la consultation sur l’indépendance en 2014.

Si jeudi, aux alentours de 23 heures, les résultats leur donnent raison, le Royaume-Uni pourrait plonger dans une crise réelle. L’invocation de l’article 50 du traité de Lisbonne – qui officialise la volonté du Royaume-Uni de quitter l’Union européenne – et le débat de l’année écoulée sur le Brexit ont en effet été menés d’une main ferme par Theresa May.

C’est elle qui a déclaré avant son élection à la tête des Tories qu’*“un Brexit signifie un Brexit et nous en ferons un succès ! Nous ne tenterons pas de demeurer dans l’UE, de la rejoindre par la porte de derrière ni d’organiser un second référendum.”* C’est toujours elle qui a annoncé le 17 janvier la nécessité de *“reprendre le contrôle”* et de se débarrasser de la législation européenne. Quitte pour cela à sortir du marché unique. Enfin, elle avait initié ces élections en précisant aux électeurs que *“chaque vote pour les conservateurs me rendra plus forte lorsque je négocierai à Bruxelles avec les Premiers ministres, présidents et chanceliers de l’UE”*. John Curtice, professeur de sciences politiques à l’université de Strathclyde, en Ecosse, avait analysé que la Première ministre avait

“présenté cette élection comme un nouveau référendum sur le Brexit”.

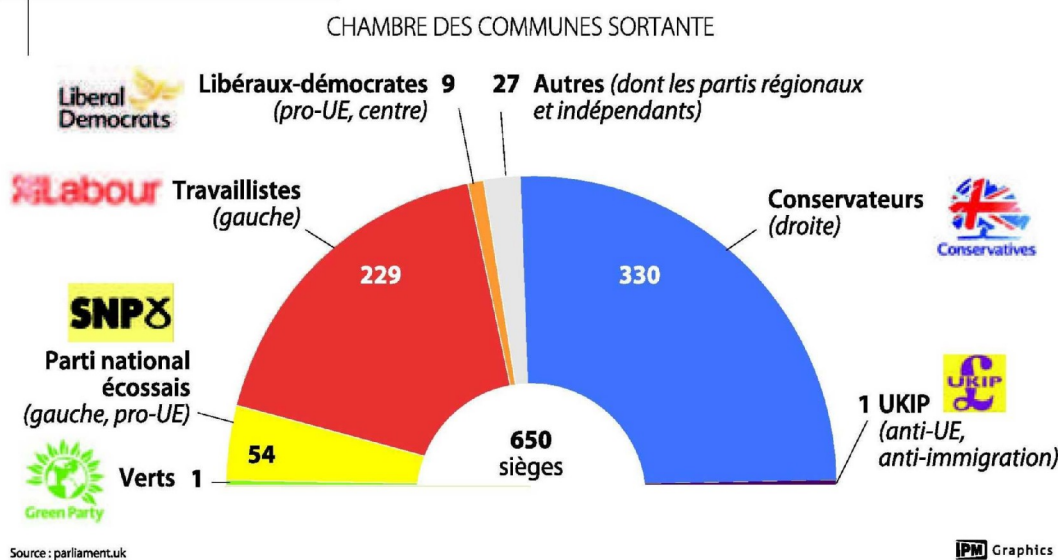
En cas de recul conservateur lors de cette élection, que faudra-t-il en conclure ? Que les Britanniques ont rejeté la version du Brexit “dur” énoncée jusqu’alors par Theresa May, c’est-à-dire la sortie du marché unique, de l’union douanière, de la juridiction de la Cour de justice de l’Union européenne ? Voire le Brexit tout court ?

Toutes les interprétations restent ouvertes, même si envisager que les Britanniques ne veulent plus du Brexit paraît exagéré au regard du score attendu des Libéraux-Démocrates. Ceux-ci, avec les nationalistes écossais, sont les seuls à rejeter la sortie de

l’Union et à réclamer un second référendum une fois les négociations achevées avec les vingt-sept Etats membres et les institutions européennes. Or, les Lib-Dems ne devraient pas dépasser les 8 % des voix.

L’Union européenne, qui travaille également depuis plusieurs mois déjà sur les futures négociations, ne serait guère plus avancée. Même s’il est probable que les équipes du négociateur en chef Michel Barnier et du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ne souffriraient pas de ne plus avoir à partager de dîner avec le ministre en charge de la sortie de l’Union, David Davis, et avec Theresa May.

LE PARLEMENT BRITANNIQUE



LA CAMPAGNE

Theresa May reste favorite, mais c’est Jeremy Corbyn qui est apparu “fort et stable”

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Depuis sa nomination à la tête du gouvernement de Sa Majesté, le 13 juillet dernier, la conservatrice Theresa May semblait relativement “solide et stable”, (“strong and stable”) comme le clame son slogan de campagne. Cette fille d’un pasteur anglican aujourd’hui sexagénaire, mariée avec un banquier d’affaires avec lequel elle n’a pas eu d’enfant, était connue pour être une “femme terriblement difficile”, comme l’avait dit en riant lors d’une discussion filmée à son insu l’an-

cienn poids lourd de son parti, Kenneth Clarke. On la savait également peu encline à exprimer ses sentiments en public.

Ces trois dernières semaines ont surtout exposé ses faiblesses. Son refus d’affronter ses adversaires lors de débats télévisés est passé pour de l’arrogance. Notamment lors de son absence du débat de la semaine dernière entre les responsables des grands partis du pays, où elle s’est fait représenter par la ministre de l’Intérieur Amber Rudd. Comme si, se sachant très en avance dans les sondages sur le Parti travailliste, elle avait choisi de ne pas se mêler à la meute de ses poursuivants.

Theresa May fuit le débat

"Theresa May et les conservateurs ont commis le péché mortel de se croire déjà élus", a avancé le travailliste Alan Johnson, pourtant pas tendre avec la direction de son propre parti. Et lorsque la Première ministre a été interrogée par des présentateurs de télévision renommés, elle s'est rapidement retrouvée dans les cordes, essoufflée.

Sa froideur en public, autrefois associée à de la timidité, est désormais perçue comme un manque d'intérêt et de considération pour ses concitoyens, voire pour de la rigidité. Ses discours guerriers aux lendemains de l'attentat de London Bridge ne devaient pas changer cette impression. Surtout que la cheffe conservatrice a décidé de continuer à réduire les budgets des aides sociales, de la santé et de l'éducation, même si elle clame évidemment le contraire.

Jeremy Corbyn est devenu "un leader plausible"

La comparaison avec son homologue travailliste Jeremy Corbyn n'est évidemment pas flatteuse. Décrédibilisé pendant deux ans par les médias et ses adversaires au sein de son propre parti – surtout ceux qui le tiennent pour un "dinossaure gauchiste" –, qualifié l'an dernier encore de "totalement incompétent et incapable d'être un dirigeant de parti" par Alan Johnson, l'ancien chancelier de l'Echiquier du *shadow cabinet* (gouvernement informel d'opposition, NdlR) du Labour, personne ne donnait cher de sa peau.

Mais voilà, ce formidable animal de campagne, jamais plus à l'aise qu'au contact avec les militants et les électeurs, a réalisé un miracle. Sa chaleur humaine et sa franchise ont fait des étincelles lors des débats publics et télévisés, surtout à côté de ce robot de la politique traditionnelle qu'est Theresa May. Même lors de son refus de se plier aux injonctions de ses interlocuteurs pendant les débats télévisés, qui l'ont presque insulté parce qu'il refusait de dire si cet antimilitariste appuierait sur le bouton rouge nucléaire en cas d'attaque contre le Royaume-Uni, il a montré son attachement à son éthique personnelle. Beaucoup d'autres auraient tourné les talons à des idées qui leur tiennent à cœur pour un gain politique à court terme.

Plus encore, Jeremy Corbyn est devenu un "leader plausible". Ce qualificatif vient de la bouche de Richard Murphy, un expert-comptable devenu activiste engagé contre la fraude fiscale. Cette semaine, il n'a pas hésité à faire son mea culpa vis-à-vis du responsable travailliste après l'avoir publiquement cri-

tiqué l'an dernier. "Je ne m'attendais pas à ce que Jeremy le devienne. J'avais tort, je m'excuse, je l'avais sous-estimé." Avant d'affirmer : "Corbyn est stable, bien plus que Theresa May et Tim Farron (le leader libéral-démocrate, NdlR)."

Une favorite à l'image écornée

Au final, c'est l'aptitude générale de Theresa May au rôle de Premier ministre qui semble être partiellement remise en question. Au début de la campagne, 49 % des sondés estimaient qu'elle ferait la meilleure cheffe du gouvernement contre 42 % aujourd'hui et 38 % ont une moins bonne image d'elle qu'au début de la campagne et 21 % qui en ont une meilleure. A l'inverse, 40 % voient Jeremy Corbyn d'un meilleur œil contre 16 % qui ont durci leur regard envers lui. Concrètement, comme l'explique un texte qui circule sur les réseaux sociaux, les Britanniques s'interrogent : "Comment peut-on considérer comme solide une respon-

sable qui refuse d'affronter les dirigeants des autres partis britanniques en débat télévisé ? Et qui a réalisé un virage à 180 degrés sur certaines de ses promesses ? Comment se comportera-t-elle lorsqu'elle sera assise face aux vingt-sept dirigeants européens pour négocier le Brexit ?"

Même si Theresa May reste à Downing Street, il est indéniable que son image, et donc sa capacité à prendre des décisions seule ou avec son cercle restreint comme elle en a l'habitude, s'en trouveront écornées. Serait-ce forcément une mauvaise nouvelle pour les Britanniques ?

**Theresa May
a mené
sa campagne
comme si elle
avait déjà
gagné.
Jeremy Corbyn
a joué
de sa meilleure
arme : aller
à la rencontre
des militants
et des électeurs.**

LE BREXIT

Les Européens
préfèreraient traiter
avec un leader muni
d'un mandat fort

Les institutions européennes et les autres capitales de l'Union portent un vif intérêt aux élections britanniques anticipées. Rien d'étonnant : c'est toujours le cas lorsque les électeurs d'un "grand" Etat membre se rendent aux urnes. Contrairement à l'état d'esprit qui prévalait avant les élections législatives aux Pays-Bas, en février, puis les présidentielles en France, en avril et mai, on ne craint pas, dans l'Union, qu'un parti extrémiste et/ou anti-européen ne rafle la mise. D'abord parce que le match est circonscrit à un duel entre partis conservateur et travailliste. Ensuite parce que pour ce qui est de la relation entre le Royaume-Uni et l'Union, le mal est déjà fait. Les Britanniques ont voté par référendum, il y a un peu moins d'un an, pour que leur pays sorte de l'Union européenne.

D'aucuns ont été surpris que Theresa May convoque des élections anticipées en juin, juste avant le début des négociations du Brexit. D'autres moins, saluant à mots couverts ce qui semblait être un joli coup de tactique. "Ces élections ne changent rien à nos plans", avaient déclaré en chœur les porte-parole des institutions de l'Union, le 18 avril, après que Theresa May a annoncé la tenue des élections anticipées. Car de toute façon "de notre côté, nous sommes prêts", a répété à l'envi le chef négociateur du Brexit pour

l'Union européenne, Michel Barnier, tandis que les Vingt-huit ont arrêté leur mandat de négociations en insistant sur le fait qu'ils sont "unis comme jamais".

L'Union veut savoir à quoi s'en tenir

En revanche, les Européens doutent, plus ou moins ouvertement, du degré de préparation des Britanniques. En a témoigné le dîner, que l'on a dit houleux, qui s'est tenu à Londres le 26 avril entre la Première ministre May et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, respectivement flanqués du ministre pour le Brexit David Davis et du négociateur Barnier. "Je quitte Downing Street dix fois plus pessimiste que je ne l'étais en entrant", aurait dit M. Juncker, dont les propos ont fuité dans un média allemand. M^{me} May avait riposté en accusant les Européens de "chercher à influencer le résultat des élections".

A vrai dire, ce que veulent avant tout les dirigeants européens, c'est trouver en face d'eux un dirigeant doté d'un mandat fort pour les négociations... et qui sait où il veut atterrir. "Solide et stable", en quelque sorte. En d'autres mots, le scénario qui leur serait le plus favorable serait une confortable victoire de Theresa May. Ce qu'ils redoutent par-dessus tout, c'est que M^{me} May, ou moins vraisemblablement le travailliste Jeremy Corbyn, aborde les négociations en position de faiblesse sur la scène politique britannique, ce qui pourrait contraindre le ou la future Premier ministre à se montrer intransigeant, pour ne pas dire déraisonnable. Durant la campagne, M. Davis n'a-t-il pas déclaré que "pas d'accord avec l'UE serait préférable à un mauvais accord" ?

Du côté européen, on a répété dans toutes les langues qu'un échec des négociations de sortie – ce qui, par corollaire, compliquerait la redéfinition des relations entre l'Union et le Royaume-Uni – s'apparenterait à une petite catastrophe. "Je conseillerais à tout le monde de bien expliquer les conséquences d'un 'no deal'", a déclaré M. Barnier.

OleB

A Hull, en terres nouvellement acquises aux pro-Brexit

Reportage Tristan de Bourbon
Envoyé spécial à Hull

Une fois n'est pas coutume, le soleil brille sur Kingston-Upon-Hull, ville du nord-est de l'Angleterre plus connue sous le diminutif Hull. Pinte de bière à la main, locaux et touristes arpentent sa marina, reconstruite à coups d'importants investissements publics dans les années 2000. Dans les anciens hangars ont pris place, entre de chaleureux pubs traditionnels, des restaurants spacieux et sobrement décorés, et des bars colorés. "Le coin était vraiment pourri il y a vingt ans", se souvient Layla Jopp, 31 ans, employée de nuit de l'un des plus grands groupes de supermarché du pays. "On sent que les autorités veulent essayer de changer l'image de la ville, lui donner un nouvel essor. Le fait qu'Hull accueille en ce moment énormément d'événements festifs en tant que ville

britannique de la culture 2017 apporte clairement une dose de gaieté supplémentaire. Ils ont même créé d'immenses dessins muraux dans le quartier d'Hesle Road, plutôt déprimant." La jeune femme n'est pourtant pas dupe. "Évidemment il va falloir voir si cette politique se prolonge l'année prochaine..."

Ces rues propres et piétonnières dénotent du reste de la ville, toujours marquée par son déclin économique. Hull a connu des changements de destinée brutaux. Port majeur de la chasse à la baleine, elle connaît une explosion de sa population, passée de 200 000 à 300 000 entre 1891 et 1921. La population se stabilise jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La fin de l'eldorado baleinier puis les guerres de la morue entre l'Islande et le Royaume-Uni pendant les années 1960 et 70 entraînent l'effondrement du secteur halieutique. En 2001, la population est passée sous les 245 000 habitants malgré le

maintien d'une activité portuaire importante.

Hessle Road, dont parlait Layla Jopp, est un résidu de ces années glorieuses. Quartier d'anciens pêcheurs, il a vu le chômage et la pauvreté gangrener des communautés actives et fières d'un métier perpétué de génération en génération. Michelle Dewbery, 37 ans, y a grandi. *"Je suis née dans cette maison, mon école maternelle était là, mon collège ici, nous avons déménagé ici lorsque nous avons fui le domicile paternel"*, raconte-t-elle en désignant un plan de la circonscription de Kingston-upon-Hull West and Hessle, où elle est candidate indépendante.

En masse pour le Brexit

"Ma vie était typique de celle des jeunes du coin. J'ai commencé à travailler à 15 ans, je faisais les petits boulots disponibles: cuisinière, cuisinière, nettoyeuse. Je trainais avec les mauvaises personnes, mon petit ami me frappait, ce que je trouvais normal puisque mon père faisait la même chose avec moi, et je me droguais. Il a fallu que ma sœur aînée se tue lorsque j'avais 17 ans pour changer de direction." Elle est aujourd'hui consultante en informatique et a connu la célébrité après avoir gagné un jeu de télé réalité il y a onze ans.

A l'image de ce quartier, Hull a voté à 67,6 % en faveur du Brexit lors du référendum du 23 juin 2016.

Ici, ce ne sont pas les considérations souverainistes qui ont favorisé le vote pour sortir de l'Union européenne, comme dans l'Angleterre cossue, mais bien la misère et la détestation de l'UE. Pendant la campagne de l'an dernier, les Brexiters ont clamé que l'institution avait ruiné l'industrie halieutique en ouvrant les eaux britanniques aux autres pays européens. Ce mensonge a résonné auprès des locaux, désormais oubliés dans des quartiers et des logements lugubres et sombres. Il a poussé les résidents *"à sauter dans l'inconnu"*, menace ultime avancée par le Premier ministre d'alors David Cameron. Et pour cause, l'alternative enchantée que le responsable conservateur leur proposait, "le statu quo", ne pouvait trouver grâce à leurs yeux.

Presque une année plus tard, ces préoccupations persistent. *"Je comprends bien que Jeremy Corbyn et le Labour disent qu'il faut une immigration raisonnable et juste mais il faut aussi qu'elle soit contrôlée! Nous ne pouvons pas nous permettre, vu l'état du pays, de recevoir tout le monde. Nous n'avons plus d'argent pour nos services publics, nos écoles sont pleines, nos hôpitaux débordés."* Le discours de ce sexagénaire sera répété de multiples fois à Emma Hardy, 37 ans, la candi-

date Labour de la circonscription.

Des conséquences du référendum déjà visibles

En charge de succéder à l'admiré Alan Johnson, qui a décidé de prendre sa retraite après avoir été élu ici depuis 1997, l'ancienne institutrice de maternelle désormais employée par le syndicat national des professeurs avoue que le message travailliste *"n'est pas toujours compris des gens, qui pensent que nous voulons laisser entrer tout le monde"*. Des gens qui se disent comme son interlocuteur d'invétérés travaillistes, mais ralliés ces dernières années au Ukip (le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), dont le candidat avait obtenu 19,9 % des voix lors de l'élection générale de mai 2015, ou attirés cette année par Michelle Dewbery, qui clame haut et fort son engagement pour le Brexit. L'habitudee

des plateaux télé semble bien partie pour engranger le vote de nombre d'électeurs perturbés entre leur engagement de toujours pour le Labour et leur vote récent pro-Brexit.

Les premières conséquences du référendum commencent à être visibles. *"Je fais toujours mes courses dans les épiceries chinoise et pakistanaise à côté de chez moi, où les produits ne sont pas chers, mais j'ai clairement senti une hausse des prix ces derniers mois"*, explique un jeune homme croisé dans les rues, sous les acquiescements de plusieurs de ses amis. L'inflation est également perceptible auprès des entreprises. *"En raison de la chute de la livre sterling suite au Brexit, le prix de matériaux de construction comme le ciment ou les briques, qui viennent souvent de France, a augmenté d'environ 10%"*, indique James Ledger, 43 ans, promoteur immobilier. Même s'il a voté pour sortir de l'UE, il ne se reconnaît pas dans le discours parfois extrême de certains responsables conservateurs. *"Il nous faut des relations économiques et commerciales avec les pays européens, quel que soit leur cadre. La présence actuelle de Siemens dans la ville nous est clairement bénéficiaire."*

Pendant les années Labour, entre 1997 et 2010, Hull a compté sur l'Etat pour se donner une nouvelle jeunesse et attirer des entreprises, créatrices d'emplois. Lorsque la cure d'austérité imposée par les conservateurs a tari les fonds publics, l'arrivée en 2011 de la société allemande a été accueillie avec un soulagement non dissimulé. En 2014, elle y a ouvert deux usines pour la fabrication d'énormes turbines d'éoliennes off-shore destinées à la plus grande ferme éolienne off-shore du monde, située à 131 kilomètres de Hull au milieu de la mer du Nord. Un investissement de 225 millions d'euros, auquel s'est ajouté un autre apport de 210 millions d'euros par Associated British Port. Siemens aurait-elle réalisé cette opération après le référendum ? C'est évidemment là que les avis divergent.

BOROUGH MARKET

Une arrestation, des tas de questions...

L'enquête se poursuit suite à l'attentat qui a fait 8 morts et 48 blessés, samedi dans le quartier londonien de Borough Market. Un bilan revu à la hausse mercredi, après la découverte d'un corps dans la Tamise. L'identité de cette personne n'a pas été annoncée officiellement, mais il pourrait s'agir du Français Xavier Thomas, porté disparu depuis ces événements. Certains témoignages ont en effet amené les enquêteurs à envisager que celui-ci avait été percuté par la camionnette des assaillants sur le London Bridge et projeté dans la Tamise. Sa compagne, avec qui il passait le week-end dans la capitale britannique, a aussi été heurtée par le véhicule et est grièvement blessée. On dénombre également parmi les victimes deux jeunes Australiennes, un Britannique, une Canadienne, ainsi qu'un Espagnol qui a, selon ses amis, cherché à défendre avec son skateboard une femme attaquée par les assaillants.

Une nouvelle arrestation

La police britannique a annoncé mercredi matin l'arrestation d'un homme de 30 ans arrêté dans le cadre d'une perquisition menée à Ilford, un quartier de l'est de Londres, non loin de Barking, où habitaient deux des auteurs de l'attaque revendiquée par le groupe Etat islamique. Deux personnes sont donc désormais en détention dans le cadre de cette enquête. Mardi, un homme de 27 ans avait été arrêté dans le quartier de Barking. Douze personnes interpellées dimanche au même endroit avaient été relâchées précédemment.

Alors que les enquêteurs travaillent à obtenir une vi-

sion d'ensemble en multipliant perquisitions et arrestations, les interrogations grandissent sur l'efficacité des services de sécurité britanniques. Deux des trois auteurs de l'attentat, l'Italo-Marocain Youssef Zaghba et le Britannique d'origine pakistanaise Khuram Shazad Butt, avaient en effet été signalés aux autorités. Zaghba, signalé comme "possible suspect" par les autorités italiennes, n'était pas considéré comme "un sujet d'intérêt pour la police ou le MI5", le service de renseignement britannique, a fait savoir la police de Londres.

Si Butt était "connu des services de police et du MI5", il n'y avait pas d'élément permettant de penser qu'une attaque était en préparation, a indiqué Scotland Yard. D'après le quotidien "The Guardian", Khuram Butt, qui se faisait aussi appeler Abu Zaitun, avait rejoint le groupe islamiste britannique interdit al-Muhajiroun, soupçonné d'avoir servi de plate-forme de recrutement pour une centaine de candidats au djihad. Il a également été déclaré persona non grata dans deux mosquées à Londres et Barking en raison de son activisme. L'an passé, il était apparu dans un documentaire de la chaîne de télévision Channel 4 intitulé "Mes voisins les djihadistes", dans lequel on le voyait, en tenue de prière, se recueillir dans un jardin public avec un groupe d'hommes devant un drapeau noir évoquant celui de l'Etat islamique.

Le kamikaze auteur de l'attentat-suicide de Manchester le 22 mai et l'auteur d'un autre attentat à Westminster, le 22 mars, étaient eux aussi connus des services de police.

La Première ministre Theresa May a annoncé mardi que les services de police et de renseignement allaient entreprendre un examen de leurs méthodes de travail, comme après l'attentat de Manchester.

A Londres, la police a par ailleurs précisé que le cordon de sécurité mis en place suite à l'attentat avait été levé. Le marché de Borough Market reste néanmoins fermé, tandis que des barrières de sécurité ont été installées sur le London Bridge.

D'après AFP